

République dominicaine

La République dominicaine est le deuxième pays en importance dans les Caraïbes, après Cuba, par sa superficie, qui est de presque 50 000 kilomètres carrés. Sa population est de 7 millions d'habitants.

Avec un commerce extérieur estimé à 100 millions \$ en 1995, la République dominicaine présente un potentiel considérable pour les exportateurs canadiens. Elle est dotée d'un marché évolué et d'une économie vigoureuse — le PIB a connu une croissance de 4,8 % en 1995 et l'inflation est relativement faible —, et offre de bons débouchés pour les produits agro-alimentaires et forestiers ainsi que les marchandises fabriquées, des pièces d'automobile aux biens de consommation, en passant par le matériel de télécommunication.

L'économie est fondée à quelque 60 % sur les services dans les secteurs du tourisme et des télécommunications, où la République dominicaine excelle. Les ressources minérales sont en grande partie inexploitées, à l'exception des gisements de nickel, (Falconbridge) dont l'extraction a prospéré grâce aux prix soutenus pratiqués sur les marchés

internationaux. Il se fait toutefois beaucoup d'exploration dans les domaines du gaz naturel (investisseurs locaux), du pétrole brut (Mobil) et de l'or (société canadienne Eldorado/Energold), ce qui pourrait aboutir à la découverte de quantités marchandes appréciables. L'activité est également intense à Rosario, où se trouve un gisement d'or important. La société québécoise SM Groupe International y a récemment conclu un marché de plusieurs millions \$ avec la société d'État qui s'occupe de l'exploitation du gisement (Gold Mining Company).

Le gouvernement actuel a déjà commencé à jeter les bases du développement durable et de la modernisation de l'économie. L'adoption, récemment, d'une nouvelle loi sur l'investissement étranger devrait susciter de l'intérêt dans la communauté internationale des investisseurs. Le Canada est un des pays qui investissent le plus à la République dominicaine : au-delà de 1,5 milliard \$ dans l'exploitation minière, le secteur bancaire, le tourisme, la fabrication et les télécommunications, auxquels devraient s'ajouter des projets d'une valeur de 300 millions \$ US.

Trinité-et-Tobago

Les rapports entre le Canada et Trinité-et-Tobago remontent loin et reposent sur une base solide d'amitié et d'échanges économiques. Grâce à l'amélioration des réserves de devises étrangères, à la baisse des taux d'intérêt et à l'accumulation d'un surplus budgétaire par le gouvernement, l'économie de Trinité-et-Tobago a enregistré une croissance de 2,3 % pendant le premier semestre de 1995.

Pendant plusieurs années, les exportations du Canada à destination de Trinité-et-Tobago avaient légèrement diminué, tandis que les importations baissaient, elles, de façon appréciable, principalement en raison de la chute des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Le commerce entre ces deux pays a toutefois repris en 1994, les exportations canadiennes se chiffrant à 63,5 millions \$, comparativement à 52,5 millions en 1993. Les statistiques pour les quatre premiers mois de l'année 1995 indiquent que les exportations canadiennes y ont continué d'augmenter, à un rythme deux fois plus élevé que celui enregistré pendant la même

période en 1994. Les investissements canadiens à Trinité-et-Tobago sont actuellement estimés à 43 millions \$.

Les principales exportations canadiennes à destination de Trinité-et-Tobago en 1994 étaient le papier, les produits alimentaires, les produits pharmaceutiques, le matériel électrique et téléphonique et les résines plastiques. Les principales importations étaient l'acier en bobines et en tiges, le pétrole, le poisson et le rhum.

Les perspectives de croissance sont prometteuses dans de nombreux secteurs, dont les télécommunications, l'agro-alimentaire, l'industrie pharmaceutique, l'équipement utilisé dans l'industrie pétrolière et gazière, et le matériel de transformation des matières plastiques. La construction d'une usine de gaz naturel liquéfié, d'une capacité de 3 millions de tonnes par année, par un consortium de sociétés pétrolières, est un fait particulièrement important à signaler.

En outre, on a recommandé la réalisation d'un important projet d'aménagement touristique, selon lequel plus de 7 000 chambres d'hôtel et chambres d'hôte seraient ajoutées

au parc actuel au cours des 10 prochaines années.

En 1994, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a parrainé deux manifestations commerciales à la Trinité-et-Tobago qui ont remporté beaucoup de succès. En avril, 31 entreprises canadiennes ont présenté leurs produits et leurs services au pavillon canadien d'Expo 94, à Port of Spain, tandis que 7 maisons de commerce participaient à une mission à la République dominicaine, au Guyana et à Trinité-et-Tobago. Quelque 500 exposants de la région devraient participer à Expo 96, qui durera neuf jours (du 19 au 28 avril) et devrait attirer 500 000 visiteurs.

En septembre 1995, un groupe de huit dirigeants d'entreprise de Trinité ont rencontré des homologues canadiens à Toronto, à Montréal et à Halifax pour discuter des possibilités de coentreprise dans des domaines comme la pétrochimie, le conditionnement et l'emballage, l'aquaculture, les viandes traitées, les piles industrielles, le gaz naturel et les encres d'imprimerie.

Jamaïque

Au fil des ans, le Canada et la Jamaïque ont tissé des liens économiques forts et complémentaires dans plusieurs secteurs. Le commerce bilatéral entre le Canada et la Jamaïque est passé de 275,6 millions \$ en 1993 à 302 millions en 1994. Cette année-là, comme par le passé, les exportations jamaïquaines vers le Canada étaient environ deux fois supérieures aux importations en provenance de ce pays (211,5 contre 91,1 millions \$). Les exportations de bauxite et d'alumine à destination des alumineries canadiennes, qui se chiffraient à 174,6 millions \$ en 1994, expliquent en grande partie ce déséquilibre. En dehors de ses importations importantes d'alumine, le Canada jouit d'une balance commerciale positive dans tous ses autres domaines d'échanges avec la Jamaïque. Le rhum et divers fruits et légumes tropicaux figurent aussi parmi les principales exportations jamaïquaines, de même que les vêtements, dont la quantité importée au Canada est montée en flèche ces dernières années.

Les exportations canadiennes vers la Jamaïque sont

dominées par le matériel de télécommunication, le papier journal, le poisson et les aliments transformés. Les sociétés canadiennes de services, notamment les sociétés d'experts-conseil en architecture, en génie et dans d'autres domaines, ont remporté des succès considérables ces derniers temps et devraient obtenir d'autres contrats prochainement.

L'investissement canadien à la Jamaïque, qui dépasse les 300 millions \$, est concentré dans les secteurs minier (Alcan) et financier (CIBC, Banque Scotia). La Scotiabank Jamaica, qui compte 45 succursales, est la deuxième banque en importance du pays et celle qui réalise le plus de profits.

Une mission canadienne de services d'experts-conseils s'est rendue à Kingston en février, donnant lieu à plusieurs rencontres importantes avec des gens d'affaires jamaïquains.

Les Bahamas et le Belize font partie du territoire qui relève de l'ambassade du Canada en Jamaïque. Les sociétés canadiennes qui s'intéressent à ces pays devraient donc communiquer avec cette ambassade-là.

Bahamas

Les Bahamas offrent un autre marché, certes petit mais important dans la région, pour les produits et les services canadiens, un marché qui est fondé sur des liens commerciaux solides entre les deux pays. Près du 70 % du PIB des Bahamas sont fondés sur le tourisme, 11 % sur les services financiers, et 10 % sur l'agriculture et la pêche. En 1994, la valeur des échanges bilatéraux de produits a atteint 62 millions \$, à l'avantage des Bahamas. On compte, parmi les principales exportations canadiennes, le matériel téléphonique, la farine, les médicaments, la réparation et la révision de moteurs, et le sucre raffiné. On estimait la valeur des investissements directs canadiens en 1993 à 270 millions \$ US, alors que les Bahamas demeurent un lieu d'investissement attrayant, surtout dans les secteurs financiers.

Belize

En tant que membres du Commonwealth, le Canada et le Belize ont des liens historiques qui leur ont permis de jouir d'excellents rapports commerciaux au fil des ans.

L'économie du Belize est petite; elle est principalement fondée sur les exportations agricoles, et le secteur privé y joue un rôle prédominant. Entre 1992 et 1994, le commerce entre le Canada et le Belize a affiché une croissance supérieure à 100 %, surtout en raison de l'augmentation des importations canadiennes, ce qui a fait du Canada le quatrième partenaire commercial du Belize, après le Mexique, les États-Unis et le CARICOM (Communauté des Caraïbes). En 1994, le Canada a exporté au Belize pour 4,8 millions \$ de produits et de services, essentiellement dans les secteurs des télécommunications, du

pétrole, des matières plastiques, du papier et des produits pharmaceutiques. La plus grande part des importations en provenance du Belize, évaluée à 17,7 millions \$ en 1994, est allée aux produits comme le sucre de canne brut, le jus d'orange, la viande, les fruits de mer et les vêtements.

Les nouveaux débouchés pour les entreprises canadiennes sont surtout nombreux dans les télécommunications, l'énergie, le tourisme, les infrastructures et les services, secteurs qui n'ont pas encore atteint leur maturité. Des entreprises canadiennes ont réussi à obtenir des contrats de services de conseil et des contrats d'approvisionnement, essentiellement dans les domaines de l'adduction de l'eau et des égouts, de l'énergie et des télécommunications.

Barbade

Le Canada et la Barbade ont toujours eu d'excellentes relations fondées sur les échanges commerciaux, l'investissement, le tourisme et d'autres liens de nature commerciale.

La balance du commerce bilatéral est nettement à l'avantage du Canada depuis le milieu des années 80. Le commerce bilatéral se chiffrait à près de 50 millions \$ au début des années 90, les exportations canadiennes se situant aux alentours des 30-35 millions \$. Après un léger recul en 1992 et en 1993, les choses se sont améliorées en 1994, où le commerce bilatéral a de

Voir page VI — Barbade